

ÉDITORIAL

Françoise Verna

Trop puissantes !

● Historique ! Dans tous les territoires, le refus de la réforme Macron des retraites s'est exprimé avec force et détermination. En ce 8 mars, journée internationale des droits des femmes, la tonalité sera similaire dans les nouveaux cortèges et dans les entreprises car face à un tel projet de régression sociale, d'une brutalité inouïe, les travailleuses et travailleurs vont à nouveau se faire entendre aujourd'hui jusqu'à obtenir satisfaction : le retrait du recul de la retraite à 64 ans. Si tous les salariés du public et du privé sont concernés, les femmes au travail, le seront doublement, en dépit des dénégations de plus en plus ridicules du gouvernement.

Patriarcat ultralibéral

« Double journée, demi-retraite » : ce slogan lu et entendu dans les manif du 7 mars, résume les inégalités dans la vie et au travail subies par les femmes. Et quand tous les droits des salariés reculent, ceux des femmes dégringolent. Mais dans cette guerre sociale déclarée par Macron à la majorité du pays et singulièrement aux femmes en première ligne des métiers indispensables, l'intersyndicale, elle aussi historique, fait valoir sa légitimité, celle d'une démocratie vivante, sociale et citoyenne. Elle met désormais le monarque républicain, barricadé dans son Palais, au pied du mur en exigeant une rencontre pour qu'il lâche sa réforme mortifère. Une nouvelle journée de mobilisation est d'ores et déjà actée : samedi 11 mars et une huitième, probablement le 15 mars. Un mois éruptif où est en train de s'écrire une nouvelle page du mouvement social, vent debout contre le patriarcat ultralibéral.

Marseille. Encore plus nombreux et déterminés

Massive et historique, la manifestation marseillaise de ce mardi 7 mars est à l'image du mouvement social contre la réforme des retraites : toujours plus fort.

Sur le Vieux-Port de Marseille à 10h, déjà des centaines de manifestants se massent alors que la manifestation ne partira que plus d'une heure et demie plus tard. Assis à quelques mètres de la banderole de tête, Fred, militant FO de l'entreprise Gagneraud Construction, plante le décor : « Aujourd'hui, les chantiers sont à l'arrêt ! ». Il observe les syndiqués en chasuble qui arrivent non loin de la mairie, entouré d'une quinzaine de ses collègues. Il fait part « d'une grève bien suivie » qui concernerait « la moitié des salariés, facile ». Les mobilisations dans son secteur, et d'autant plus dans son entreprise, sont pourtant rares : « Avec la réforme des retraites, c'est une des premières fois qu'on fait grève, le mois dernier, on était déjà là. » Les raisons paraissent évidentes : « Il y a tout, l'inflation, l'énergie. Et 62 ans, c'est déjà trop chez nous. »

Un discours coupé par une voix qui résonne au mégaphone : « Les portuaires arrivent, on les laisse passer ! ». Un message suivi d'un mouvement des manifestants, les militants des partis politiques, installés avec des points fixes des deux côtés de l'Hôtel de Ville, faisant place à l'impressionnant cortège des travailleurs du port. Lesquels ont un cercueil noir sur leur camion, au message clair : l'enterrement espéré de la réforme.

Le chant de révolte italien *Bella Ciao* résonne sur les quais et trois manifestantes en blouses blanches attirent le regard de par les messages affichés dans leur dos : « Manu, augmente mon salaire, pas l'âge de la retraite. » Et le désormais classique « Tu nous mets 64 ans, on te re mai 68 ». L'heure avance et les militants sont de plus en plus nombreux, ils rejoignent le Vieux-Port par nuées via les rues adjacentes, venant de leurs piquets de grève matinaux. C'est le cas pour les salariés de

Marseille, des Finances publiques, entre autres (lire frise ci-contre). Le lieu de rendez-vous est finalement noir de monde. « C'est bien parti. On a des taux de grévistes énormes : 70% », sourit Robin Matta, cheminot CGT de Miramas et grand habitué des manifestations. Autour de lui, passants et manifestants se bouchent régulièrement les oreilles au rythme du fameux « patator » des cheminots, qui provoque un « boom » à réveiller les morts. Le jeune cheminot se félicite « d'une unité syndicale qui tient même dans la reconduction ». Grève reconductible qui est déjà votée de leur côté (lire page 7). « C'est une journée historique ! La grève chez nous est plus forte qu'en 2018 », abonde

« On est sur une des plus grosses manifestations de ces trente dernières années »

Olivier Mateu, secrétaire général de l'UD CGT 13

Stef Crespin, de l'Unsa Ferroviaire.

Quoi qu'il en soit, la manifestation est « monstrueuse ». Et cela se vérifie par les chiffres puisque l'intersyndicale locale annonce 245 000 manifestants, plus que toutes les précédentes mobilisations. La Préfecture de police en décompte, elle, 30 000. « On est sur une des plus grosses manifestations de ces trente dernières années », juge Olivier Mateu, le secrétaire général de l'Union départementale CGT 13. Il énumère les nombreux piquets de grève du jour et pense déjà à la suite : « Ce 8 mars, il y a de nouveau une manif, dans une forme un peu différente. On est dans un mouvement qui s'installe jusqu'à la gagne. On a des rendez-vous tous les jours de la semaine, il n'y a pas un secteur où on va les laisser tranquille. »

« Ce n'est que le début »

Le constat est partagé par son homologue de FO, Franck Bergamini : « La mobilisation

Le retrait, qu



La banderole de l'intersyndicale des Bouches-du-Rhône, mardi, en début de cortège. PHOTO MOHAMMED EL HAMZAUI

est plus forte que celle du 31 janvier qui avait battu des records. » Pour lui aussi, tous les moyens d'action sont bons pour se faire entendre : « On a quatre points de blocages aujourd'hui, on va faire des opérations péages gratuits, beaucoup de secteurs reconduisent. »

Derrière la banderole de tête, centrale de Gardanne et travailleurs des ports font momentanément cortège commun, au milieu d'un nuage de fumigènes qui recouvrent la façade du Mucem. Les drapeaux rouges de la CGT s'évalent à perte de vue, suivis de ceux de FO. « On n'a jamais vu notre cortège aussi gros », glisse un militant FO. Puis l'on retrouve les drapeaux blancs de la FSU, où le cortège est aussi bien fourni,

fort de gros taux de grévistes chez les enseignants également. La manifestation se déroule dans une ambiance joyeuse, à l'image des militants de l'UL CGT de Martigues qui dansent sur le son, bien connu des Marseillais, *Bande organisée*. Seulement une échauffourée, en début de manifestation, vient émailler cette bonne ambiance (lire page 10). « Et c'est que le début, on va les mettre à genoux », tonne Henri Renaud, secrétaire général de la CGT Énergie Marseille, entre deux clapping qui ont réveillé le boulevard des dames, sur le chemin menant à la porte d'Aix. Car la journée du 8 mars est déjà dans toutes les têtes, et des suites, il y en aura.

Amaury Baqué

Mois qu'il en coûte

Arles. Une manifestation record pour dire haut et fort non au report

5 000 manifestants ont foulé le pavé arlésien mardi matin. Un record. Des lycéens jusqu'aux retraités, de l'enseignement jusqu'à la métallurgie, personne ne reste indifférent devant le projet de réforme du gouvernement.

Un son de klaxon résonne au milieu du cortège. Pourtant, dans les rues d'Arles, aucune voiture ni scooter à l'horizon. C'est un retraité coiffé d'un élégant béret qui a accroché un « pouët-pouët » à son déambulateur. Avec son drapeau français flanqué d'un « Liberté » écrit au feutre noir qui dépasse de la marée humaine, il est facile à suivre. Quelques mètres plus bas, trois lycéennes de 15 ans avancent au rythme des tam-tams. Méline porte une pancarte en référence aux soignants. « Mes parents sont infirmiers, ils ne peuvent pas venir car ils travaillent, explique la jeune fille. C'est pour eux que je manifeste, mais aussi pour moi, il s'agit de mon avenir. »

L'union intersyndicale et politique fait la force

Ce 7 mars, la fronde n'épargne personne. Si le gouvernement n'arrive pas à trouver de majorité, il réussit à unir générations et corps de métier contre son projet de réforme des retraites. Le cortège est dense et coloré. De loin, les tons chauds dominent. Derrière la banderole de tête, le rouge de



Les syndicalistes remarquent la présence de primo manifestants. « J'ai l'impression que certains rejoignent le mouvement en voyant son évolution », avance Yves Herbouze, secrétaire de l'UL FO. PHOTO A.M.

la CGT et de Force ouvrière (FO) s'allie à l'orange de la CFDT. Au milieu, quelques touches de bleu de la FSU. Plus loin, les militants de la France insoumise, en force, agitent leurs drapeaux. « Ce jour est une date charnière qui doit servir à renforcer le mouvement », lance Sophie en tractant pour le mouvement. Pour cette retraitée, le pari est déjà gagné « vu le monde ». « Même pour la loi travail il n'y avait pas autant de manifestants », assure celle qui bat le pavé depuis ses 15 ans et qui a « rarement vu autant de marcheurs dans des sous-préfectures ». Pour Jean-Frédéric

Déjean, secrétaire de la section locale du PCF, cette journée est une « démonstration de force ». « La mobilisation des villes moyennes et l'union intersyndicale et politique sont une première depuis de nombreuses années. » Nicolas Bourcy, secrétaire de l'Union locale (UL) CGT, Saïda Titone, de l'UL CFDT, et Yves Herbouze, de l'UL FO, se réjouissent du très haut niveau de mobilisation. Les syndicats ont recensé 5 000 manifestants, un nombre bien supérieur à celui du 19 janvier. Ce que les chiffres ne disent pas, c'est leur détermination. Érika Moyse, salariée chez Pôle emploi, n'ar-

rètera pas tant que le gouvernement « n'acceptera pas qu'il est mis en échec ». Tant pis si elle perd de l'argent, et tant pis si la France doit être mise à l'arrêt. « Malheureusement dans ce pays, si on ne bloque pas l'économie, on n'est pas entendu. » En marge du parcours, certains manifestants ont aussi décidé de bloquer la voie rapide. À midi, ils sont une centaine à remonter le boulevard des Lices pour se réchauffer autour d'un bol de soupe après avoir mis la circulation à l'arrêt pendant une heure. « Ce n'est qu'une première », avertissent-ils.

Alice Magar

Blocages et production à l'arrêt



De l'aéroport MP13 aux Pennes : ça coince

Dès 6 heures, les militants syndicaux de la CFDT des secteurs de la métallurgie et des transports étaient postés sur le rond-point d'accès à l'aéroport de Marignane. Le ministre Clément Beaune, avait annoncé dimanche une annulation d'au moins 30% des vols à l'aéroport Marseille Provence, comme dans les autres grands aéroports nationaux. L'action de blocage s'est déplacée au rond-point des Pennes-Mirabeau, devant l'usine Coca d'embouteillage...sur 3km.



L'arme des carburants enclenchée

Les représentants CGT des raffineries TotalEnergies de La Mède, d'Ineos à Lavera et de Exxon à Fos ont tous confirmé l'arrêt des expéditions de produits raffinés par camion, train ou pipeline hier. « Fermer les vannes des expéditions oblige à un arrêt de la production dans les jours qui suivent », a précisé Fabien Cros (CGT Total). Une situation qui met la chaîne en tension donc la pompe à sec.

L'ÉVÉNEMENT



La tête de cortège est passée, pour la première fois, sous le pont Daladier. À sa queue, la Confédération paysanne ferme la marche avec Didier Brun, élu à la chambre d'agriculture, sur son tracteur. PHOTOS F.C.

Avignon. Tous à bloc contre la réforme

Manifestation record dans le chef-lieu de Vaucluse avec plus de 25 000 personnes, déterminées à reconduire sans plus attendre la lutte.

Une toque dépasse de la manifestation à Avignon ce mardi matin. Le chef tambourine sur une casserole et demande à l'autre chef - d'État - de revoir le menu en intégralité. Face à l'indigeste réforme des retraites, une mobilisation sans précédent depuis un mois et demi s'est dressée en Vaucluse avec plus de 25 000 personnes (7 000 selon la police...). « Face au déni de démocratie sociale, il faut pousser à la reconduction de la grève partout où c'est possible et si le pays est bloqué, ce sera la faute du gouvernement qui méprise la mobilisation », soutient Sylvain

Bartet, secrétaire départemental de la FSU.

En tête de cortège, à quelques pas de la banderole intersyndicale, il discute à bâtons rompus avec ses homologues de la CGT, de la CFDT, de FO ou encore de la CFE-CGC. Sylvain Bartet joue même les photographes pour FO et plusieurs militants réunis autour du secrétaire général, Jean-Luc Bonnal. « C'est un signe fort aujourd'hui, nous devons nous appuyer sur cette mobilisation pour appeler à la poursuite de la grève, la solution c'est la reconduction », expose ce dernier. Sur près d'un kilomètre autour des remparts et des voies très larges, la foule a déambulé toujours dans le calme.

De quoi rassurer Brad et Barb, un couple de Canadiens vivant à Toronto, en vacances pour la semaine à Avignon. « Il y a une bonne ambiance, on a hâte de voir ce que c'est une grève en France car au Canada, on

n'a pas l'habitude de voir ça », livre, dans un bon français Brad, venu défilier aux côtés d'amis français, Lisa et Bernard. Ce couple se mobilise habituellement à Montpellier mais hors de question de ne pas manifester sous prétexte que Brad et Barb sont de passage. « J'ai

« La solution, c'est la reconduction »

Jean-Luc Bonnal (FO)

61 ans, cela fait 3 ans que je suis à la recherche d'emploi, dès que je dis mon âge, les entretiens d'embauche s'arrêtent », se désespère Bernard qui était cadre technique. Non loin de là, venu de l'université voisine, plusieurs dizaines d'étudiants se massent sous une même banderole. Des lycéens de Jean-

Vilar à Villeneuve ont aussi franchi le Rhône avec quelques professeurs pour rejoindre Avignon.

« Ça fait du bien au moral »

Présente depuis le début du mouvement, la Confédération paysanne clôt cette fois le cortège... en tracteur. « Les gens sont contents de nous voir », sourit Didier Brun, qui cultive vignes et olives à Châteauneuf-de-Gadagne. Élu à la chambre d'agriculture, il sait qu'il perd une journée de travail « alors que la pression est forte car le printemps arrive, mais ça fait du bien au moral de se balader à Avignon avec tout ce monde ». Sur le fond de la réforme, il avoue « avoir trop la tête dans la taille » de vignes et oliviers pour répondre précisément.

Les syndicats s'en chargent pour lui. « On appelle clairement à durcir le mouvement dans les entreprises, les écoles, tous les établissements car on

va gagner », reste toujours optimiste Catherine Bruna-Fantone, secrétaire départementale de l'Unsa. Même révolte à la CFE-CGC : « Grève et manif ne sont pas dans notre ADN mais face à l'arrogance monstre du gouvernement, l'arrêt complet de l'économie les fera lâcher », assume Georges Boutinot. « La balle est dans le camp du gouvernement, s'il ne veut pas d'un pays à l'arrêt il faut qu'il stoppe le projet », abonde Frédéric Pelleing, secrétaire CFDT 84. Fred Laurent (CGT 84) note qu'on « bascule sur un mouvement qui va se durcir; des grèves partout, cela veut dire qu'on va toucher au porte feuille des entreprises et là, cela fera reculer le gouvernement ». Avant la marche aux flambeaux ce mercredi soir, l'intersyndicale tractera ce matin et se retrouvera pour une réunion en fin de matinée pour fixer les prochaines initiatives locales. Florent de Corbier

Blocages et production à l'arrêt

À Istres, plus de jus pour Enedis

Dès 6h, les électriciens et gaziers de la CGT énergie ont bloqué le site du distributeur d'électricité Enedis. Secteur très mobilisé depuis des mois, les agents des IEG mènent en parallèle de la lutte contre la réforme des retraites avec des actions « Robin des Bois », où ils offrent le gaz à des usagers à l'appel de la Fédération CGT des Mines et de l'Énergie pour dénoncer la privatisation d'un bien commun.



Pas d'accès aux tunnels ni aux Terrasses

Après la manifestation monstre à Marseille, un cortège mené par le syndicat FO s'est dirigé sous le tunnel du Carénage bloquant les accès Vieux-Port ou Prado jusque tard dans l'après-midi. Quant à la LFI, c'est avec un cordon-bouche devant les entrées du centre commercial Les Terrasses du Port, que ses militants ont décidé d'agir.



Les finances privées de public à Sadi-Carnot

Des chaînes sur la porte du plus important centre d'impôts de Marseille. La CGT Finances Publiques 13 qui l'avait bloqué depuis 7h pense à d'autres sites...

À Toulon, 25 000 manifestants verrouillent les accès de la ville

Après le rassemblement place de la Liberté, le cortège s'est scindé en deux pour aller fermer à la circulation automobile les deux entrées de la ville.

Les manifestants ont pris position dès 5h30 devant la porte Castigneau de l'Arsenal pour bloquer l'accès à la base navale de la Défense et mettre en place un barrage filtrant à l'entrée ouest de la ville.

« Le gouvernement est seul responsable de la mise à l'arrêt du pays », explique, toujours devant le site à 9h, Amélie Pichon pour la CGT Arsenal en dénonçant une attitude irresponsable et pleine de mépris du gouvernement et de Macron. C'est en cortège que le personnel de la Défense rejoint ensuite la place de la Liberté où une foule compacte déborde largement sur le boulevard de Strasbourg.

« Quand on voit ce qui se passe au niveau du Sénat, la teneur des débats à l'Assemblée nationale, ça nous conforte dans l'idée que la rue a un rôle à jouer », déclare Emmanuel Trigo, le responsable de la FSU dans le département en annonçant que l'intersyndicale va être sûrement amenée à reconduire le mouvement « peut-être sous des formes plus dures ». Une consultation est d'ailleurs en train d'être menée dans la manif parmi les adhérents. Et de conclure : « On va faire comme on fait d'habitude, c'est-à-dire nous appuyer



La place de la Liberté bien avant la prise de parole de l'intersyndicale. PHOTO TT.

sur les gens qu'on représente pour décider des suites du mouvement, le scénario n'est pas écrit à l'avance. »

Une partition parfaitement interprétée

En tête du cortège qui se met en place, qui va se scinder en deux pour faire route sur les deux les entrées de la ville, le patron de la CGT varoise annonce que « le mouvement social entre dans une nouvelle phase ». « Nous avions averti depuis de nombreuses semaines

que nous allions mettre la France à l'arrêt, c'est ce qui arrive aujourd'hui », déclare-t-il, en précisant que certaines professions sont déjà en grève reconductible et que d'autres s'y préparent avec une accélération attendue par effet boule de neige. « Cette journée d'action va être un événement dans l'histoire sociale du pays », prévient-il, en tenant à souligner « une partition particulièrement bien jouée par l'intersyndicale avec les actions menées depuis le 19 janvier qui montent progressivement en pression

avec une détermination toujours aussi forte ». Et de fustiger « un gouvernement qui reste impassible à la colère de la rue ». « Chacun prendra ses responsabilités », tempête le responsable syndical, en invitant les salariés qui sont aujourd'hui dans la lutte à aller porter des assemblées générales dans les boîtes pour mettre en discussion la grève reconductible. Avec encore un élément susceptible de renforcer l'ardeur de tous, précise-t-il : l'arrivée des jeunes dans le mouvement. Certains

que rien ne pourra arrêter soulignent un mouvement porté par l'intergénérationnel.

« Les retours qu'on a depuis ce matin sur toute la France sont énormes », se réjouit Pascale Brun, le secrétaire général de Solidaires. Pas question pour autant de s'en contenter, au contraire même puisqu'« il s'agit maintenant que les salariés prennent leur destin en main ». C'est-à-dire qu'ils se mettent en grève jusqu'au retrait : « C'est le moment ou jamais de dire Stop ! », insiste-t-il.

« Ils vont lâcher ! », promet la responsable de FO Myriam Barnel derrière la banderole de tête qui se dirige vers le Champs de Mars, convaincue que « le gouvernement n'a pas d'autre choix face à un mouvement qui se renforce ».

Une combativité inébranlable exprimée également par le leader de la CFDT Jean Immonenzi. L'enjeu, dit-il, c'est de montrer que non seulement le mouvement ne perd pas en force mais qu'au contraire les choses s'accroissent. « Donc là, on durcit le ton pour que ce gouvernement prenne conscience qu'on ne lâchera pas », affirme le syndicaliste, en soulignant « l'osmose » qui règne entre les forces qui composent l'intersyndicale. Et d'appeler d'ores et déjà, avant les prochaines mobilisations qui vont être décidées dans la soirée, à venir participer massivement au rassemblement organisé le 8 mars devant la préfecture du Var à 10h30.

Thierry Turpin

Draguignan. La sous-préfecture fait le plein

Ils étaient près de 4 500 manifestants à défilé dans les rues. Une mobilisation importante et reconduite dès mercredi pour la journée des droits des femmes.

Il est 11h devant la sous-préfecture. Sous un soleil généreux, le cortège s'élançait à peine derrière la banderole de tête de l'intersyndicale à Draguignan. « Nous allons manifester jusqu'au bout et nous allons gagner. Sans haine, sans armes et sans violence », crache la sono. Solidaires ouvre le cortège, suivi par les organisations CGT, FSU, FO, Unsa, CFTEC, CFDT. « Aujourd'hui, je suis étonnée de voir autant de monde, même si la réforme des retraites mobilise depuis le début, à Draguignan », lance Mireille assistante du service hospitalier, en invalidité. Elle est venue avec Camille, une amie aide soignante. Pour elles, la retraite à 64 ans,

c'est « niet ». Elles se disent solidaires avec tous les professionnels du secteur de la santé. Gilles, représentant CGT à la mutualité sociale agricole (MSA) s'active dans le cortège. « Je pense aujourd'hui à tous ces travailleurs, maçons, éboueurs, aides-soignantes, enseignants, artisans... bref à tous les métiers essentiels. Macron va leur voler les deux plus belles années de leur retraite », déplore-t-il.

Plus loin, quelques enseignants du lycée Léonard de Vinci d'Antibes manifestent à Draguignan pour la seconde fois. « Je trouve que les jeunes ne se mobilisent pas assez. C'est une réforme injuste qui va impacter tout le monde. Nous perdons de l'argent quand nous sommes ici, nous avons besoin du soutien de tous », regrette Fayssan 43 ans, professeur de Génie Civil.

Une mobilisation importante

« C'est beaucoup plus fort aujourd'hui, et chose exceptionnelle à Draguignan, nous avons deux manifestations.



L'intersyndicale a appelé les manifestants à se rassembler mercredi 8 mars dès 12h, devant la sous-préfecture. PHOTO LD.

Demain, nous serons là pour le droit des femmes. Ce droit, on va le lier avec la réforme, puisque celle-ci va évidemment les impacter », poursuit Gilles de la MSA.

Corine, Atsem dans les écoles, syndiquée à la CFDT, confirme l'importance de la mobilisation. « J'espère que le 8 mars, il y aura autant de monde et beaucoup de femmes. Nous sommes là aussi pour nos

enfants. Pour eux, ça va être très dur », s'inquiète-t-elle. Plus loin, les tracteurs de la confédération paysanne ferment le cortège. « La retraite de base d'un paysan c'est 600 euros. La confédération a fait un appel national à manifester contre les choix politiques d'un gouvernement qui ne représente pas le peuple », explique Georges, viticulteur retraité.

Isabelle Demoyen

Celles et ceux qui mai



Syndiquées, féministes ou simples travailleuses, les femmes étaient nombreuses ce mardi dans les rues de Marseille pour s'opposer à la réforme des retraites dont elles seront les premières victimes. Elles auront encore l'occasion de le rappeler ce 8 mars. PHOTOS CH.C. ET M. E. H.

Une grève féministe contre la réforme et pour l'égalité

Mobilisées mardi contre la réforme, organisations syndicales et féministes, appellent à l'arrêt du travail productif et reproductif en cette journée du 8 mars.

Délicatement placé au cœur de l'agenda de mobilisation intersyndicale contre la réforme des retraites, ce 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, a une résonance particulière. « Ça fait quelques années qu'on appelle à manifester, mais on sent cette fois que ça va être gros » juge Lorane Francou, co-secrétaire départementale de la CGT Educ'Action.

« Le rendez-vous revêt un caractère particulier alors que le gouvernement a justifié sa réforme avec cet argument fallacieux qu'elle améliorerait les conditions des femmes et l'égalité », reprend Virginie Akliouat secrétaire du Snuipp - FSU 13. « Aller vers l'égalité et plus de droits pour les femmes, ça commence par abandonner ce projet. »

Temps partiel, carrière hachée, inégalités salariales, précarité ou métiers pénibles, les femmes sont en première ligne. Isabelle, 59 ans, est conseillère conjugale et familiale, « un métier psychologiquement usant ». Cette agente du Conseil départe-

mental, où 90 % des agents travaillant dans le social sont des femmes, se mobilisera donc aussi ce mercredi jour de grève féministe avec le soutien de ses collègues hommes. « Ce devrait être tous les jours la journée des droits des femmes... », pousse à ses côtés Abdelatif, assistant social.

Laurence Casandri CGT Educ'action AESH, sera encore là, elle aussi. « Dans nos métiers c'est mi-temps imposés, salaires de misère, pénibilité non reconnue, précarité... et 97 % sont des femmes. » Assistante d'éducation en collège, Élodie (Snes FSU) ne dit pas autre chose. « Les deux journées sont intimement liées même si cette grève féministe porte aussi sur d'autres inégalités ». « On peut faire un lien. Après sont deux axes de bataille différents. Les retraites ne sont pas relatives au genre même si on sait que la réforme va rajouter une couche à toutes les inégalités de fait qui nous rendent plus fragiles » précise Emilie de la librairie Pentagruel, venue manifester mardi avec ses employées. Toutes des femmes.

Svetlana, elle, a débrayé pour soutenir le mouvement. Et si cette travailleuse médico-sociale ne pourra pas être là, aujourd'hui, ses filles de 17 et 15 ans y seront. Manon et Inès, 25 et 22 ans, aussi. « La condition de la femme est toujours remise en question » observe cette dernière qui se mobilisera pour la première fois un 8 mars.

Le sujet parle aux jeunes estime Sabine de l'UNEF. « Il y a une teinte violette à notre rassemblement, la jeunesse se mobilise encore plus sur ces sujets », fait-elle remarquer, pointant ses camarades, filles, tenant la banderole derrière, « Et puis le sexisme touche toutes les générations ».

« À la différence des autres années, on a aussi réussi à faire quelque chose de commun avec les orgas féministes et Marseille 8 mars qui nous ont contacté » reprend Lorane Francou. « On essaye d'avoir la plus large unité possible » souligne Florence Marly (FSU 13) appelant à soutenir toutes les actions du jour. Un peu plus loin, Annick Karsenty, la présidente de Femmes solidaires Marseille, assume des différences de fond avec d'autres orgas féministes sur la prostitution ou la GPA, mais apprécie au final le foisonnement. « C'est positif » pointe-t-elle, alors que ce jour, 66 propositions portées par son association seront mises en avant par la ville de Marseille.

« On prépare cette grève féministe depuis des mois bien avant la réforme des retraites qui va nous toucher de plein fouet » conclut Julie de l'Assemblée féministe Marseille 8 mars. « C'est donc à la fois à lutter contre celle-ci et sur toutes les questions féministes, dans une société patriarcale qui nous oppresse parfois jusque dans nos rangs. »
Christophe Casanova

Les rendez-vous du 8 mars

Marseille. 9h30 rassemblement CFTC (Préfecture). **10h30** manifestation CGT, FSU et Solidaires (place de Gaule à Porte d'Aix). **10h30** manifestation FO (Vieux Port - Préfecture). **10h30** manifestation UNSA (Vieux-Port). **12h** concert d'Imhotep (Bourse du travail). **14h** manifestation des femmes kurdes (Réformés - Vieux Port). **14h30** zone d'occupation féministe (Marseille 8 Mars) au Vieux Port. **17h30** manifestation au départ Vieux Port (Marseille 8 mars). **20h30** boom à La Plaine. **Avignon. 18h** retraite aux flambeaux de l'intersyndicale (Place du Palais des Papes). **Toulon. 10h30** rassemblement intersyndical devant la Préfecture.

Continuent la pression

Après le 7 mars, la Provence reste à l'arrêt

De nombreux secteurs ont d'ores et déjà décidé de reconduire la grève au fil de la semaine.

On est des millions, demain on continue», harangue un jeune militant sur les quais du Vieux-Port, mégaphone au poing, devant le flot ininterrompu des grévistes. Après six journées de grève interprofessionnelle et une nouvelle mobilisation historique ce 7 mars, ils sont nombreux à vouloir faire monter encore d'un cran le mouvement social.

Ce mercredi, les trains resteront ainsi majoritairement à l'arrêt dans toute la région Sud, avec seulement 1 TER sur 5. S'ajoutent des centrales électriques et un approvisionnement en gaz stoppés, pendant que les dockers et portuaires de Marseille - Fos annoncent une journée «port mort». L'industrie, l'Éducation nationale (lire par ailleurs), la fonction publique territoriale aussi sont concernées par les appels à la grève reconductible. Comme un souffle d'une France prête à rester à l'arrêt jusqu'à ce qu'elle se fasse entendre.

«Jusqu'au retrait»

«Si ça ne tenait qu'à moi, je serais prêt à faire grève tout le mois de mars», claironne Olivier Virenque, chef de quart à la centrale électrique de Fos et responsable proximité CGT. La fédération de l'Énergie, qui avait déjà opéré des baisses de charge la semaine passée, a mis à l'arrêt les sites de Gardanne, Martigues et Fos. «Nationalement, on est sur près de 20 000 mégawatts enlevés sur le réseau, contre 7 000 ou 8 000 habituellement, et ça va continuer», annonce Sébastien Koch, secrétaire général CGT de la centrale de Martigues. La CGT a promis une «semaine noire» dans le secteur, contraignant les producteurs à racheter à l'étranger, et à prix d'or grâce au marché de l'électricité, la production manquante. Les actions des «Robins des bois de l'énergie», elles, vont se poursuivre, après la «mise en sobriété» des radars automatiques et de permanences parlementaires.

Sur le Grand port maritime de Marseille, avec une «journée morte» ce mercredi, tous les

accès sont fermés. Mais chez l'opérateur pétrolier Fluxel, les salariés hésitent déjà à aller plus loin et à suivre l'exemple des raffineries, bloquées indéfiniment. «On peut assécher le pays en dix jours», estime Christian Meillac, syndiqué à la CGT.

Déjà à Marseille, quelques stations-service se heurtent à des pénuries partielles de carburant, pointe Lionel Arbiol, délégué syndical à la CGT Esso Fos. Plus rien ne sort de la raffinerie depuis lundi soir, et la grève votée pour 48h doit être reconduite ce mercredi. «Ça va se tendre d'ici la fin de la semaine, comme à l'automne dernier, pronostique-t-il. Mais il vaut mieux quelques jours de nuisances que se prendre deux

«On peut assécher le pays en dix jours»

Christian Meillac, militant CGT Fluxel - GPMM

années dans la tête.»

Les choses sont claires aussi pour le rail. «Jusqu'au retrait», annonce Cédric Jimenez, de la CGT cheminots. Avec une organisation qui sera portée par les assemblées générales. «On va laisser libre cours à la reconductible et créer des points d'orgue pour se mobiliser», décrit Stéphane Crespin, secrétaire régional de l'Unsa ferroviaire. Cela dès samedi. S'ils ne veulent pas être la «locomotive du mouvement», ils sont prêts à y prendre toute leur place.

Mais la mise à l'arrêt du territoire ne se cantonne pas à ces secteurs. La RTM préfère se caler sur les dates de l'intersyndicale, mais la CGT Air France annonce déjà reconduire le mouvement, avec «plusieurs arrêts de travail très courts» pour désorganiser l'entreprise. La Poste et les télécoms aussi suivent le mot d'ordre, avec des actions quotidiennes. Et des industries comme ArcelorMittal, elles aussi, pourraient rester dans la grève. «Le but, c'est d'arrêter la production», explique Sandy Poletto, délégué syndical CGT. Jusqu'à ce que leurs voix soient entendues.

Yves Souben



Des cortèges des postes et télécoms au diable de la CGT énergie en passant par le ferroviaire et la pétrochimie, ils sont nombreux à rester mobilisés. PHOTOS Y.S. ET M.E.H.

La mobilisation continue dans l'éducation

Écoles, collèges et lycées à l'arrêt. Dans l'Éducation nationale aussi le mouvement de grève se poursuit, «sur un arc syndical réduit» avec FSU, CGT, SUD, FO et la CNT, explique Magali Hidalgo, de la CGT Educ'action. 30% de grévistes sont attendus dans les collèges et lycées dès mercredi, des écoles se mobiliseront à leur tour dès jeudi, notamment dans les quartiers Nord de Marseille. «Il y a de plus en plus de gens qui disent qu'il faut y aller», souligne la cégétiste. Même si la mobilisation n'a rien d'évident, «parce que ça coûte de l'argent».

«Mettre le pays à l'arrêt une journée, ça ne suffit pas», appuie Virginie Akliouat, secrétaire départementale du Snuipp-FSU. L'intersyndicale est très claire, on hausse le rapport de force.

Pour gagner, il faut en passer par là.» Le syndicat va entamer des tournées d'écoles, des assemblées générales pour structurer le mouvement et voir comment aborder la suite en fonction des temps forts nationaux.

«Au lycée Montgrand, on se pose la question de savoir à partir de combien on est crédibles et efficaces», témoignent Elodie Conan et Didier Castino, professeurs d'histoire et de français. Ils espèrent mobiliser leurs collègues jeudi, même si l'arrivée des épreuves de spécialité pour le bac se rapproche. «Beaucoup de nos collègues hésitent vu nos petits salaires», poursuit Alexandra Lanté, professeure d'histoire au collège de la Tour d'Aigues. «Mais nous, on est pour la reconductible.»

Y.S.

Et maintenant ? Ce que veulent les salariés

Jean-Luc Ruffin

Technicien de zone, **Fos-sur-Mer**



Ce représentant CGT d'Arcelor Mittal veut travailler à « la mise en place d'une grève reconductible. Deux ans de plus c'est inacceptable. Dans la métallurgie, on respire des produits toxiques, on porte de lourdes charges et on est exposé à des températures élevées... Avec la réforme je perdrais six mois. » **Adèle Guilluy**

Jean-Michel Roccasalva

Contremaître, **Gardanne**



Le secrétaire général CGT à la centrale thermique de Provence est en voie de réembauche après un long combat syndical. « Tant qu'il n'y aura pas le retrait de la réforme, on sera là. On va encore plus faire de bruit pour forcer le gouvernement à mettre en place la retraite à 60 ans pour tous et 55 ans pour les métiers pénibles. » **Léo Guérin**

Djemilla Tizi

Infirmière, **Marseille**



Secrétaire adjointe FO à l'hôpital Edouard-Toulouse, elle assure : « Même à la sixième journée de grève, on reste déterminé. On ne souhaite pas le retrait de la réforme, on l'exige ! Le gouvernement doit comprendre qu'on ne peut simplement plus travailler après 60 ans vu la pénibilité de nos métiers. » **L.G.**

Franck Deletraz

Enseignant, **Marseille**



Secrétaire départemental SE-Unsa, il veut mettre le pays à l'arrêt : « Ce qui marche, c'est ce mot d'ordre ! Mais la reconductible à l'éducation... ça va être compliqué : les écoles restent ouvertes avec le service minimum d'accueil. Cependant, si on arrive à mobiliser les parents d'élèves avec nous, on peut empêcher l'accès aux établissements ! » **Alexandre Bouyé**

Mounir

Chauffeur routier, **Draguignan**



« Le mouvement s'amplifie. Ça va crescendo, c'est parti ! C'est fini les grèves saute-mouton. Mercredi, je serai là pour le droit des femmes, qui sont impactées par cette réforme. La perte des salaires, c'est un sacrifice, c'est sûr, mais si on obtient gain de cause, on peut le voir comme un placement pour nos retraites et celle de nos enfants ». **Isabelle Demoyen**

Valérie Pinto

Assistante de direction, **Marseille**



Adhérente à la CFTC d'Eurocopter, elle prend sur ses jours de congé pour manifester : « Avant je rouspétais contre ceux qui mettaient le pays à l'arrêt. Mais si nos ancêtres ne s'étaient pas mobilisés, on n'aurait pas nos droits ! Je suis à Airbus depuis 1992, et on nous a jamais autant fait chier ! Et puis les femmes, il faut qu'on se batte ! » **A.B.**

Olivier Jacottet

Délégué SUD Rail LGV, **Avignon**



« Pour que toutes les organisations syndicales soient contre, c'est que la réforme est vraiment mauvaise. On a fait des grèves gentilles depuis un mois et demi, maintenant il faut passer à la vitesse supérieure et bloquer la France. On est partis pour la semaine. Tant qu'on reste soudés, on est sûrs de gagner. » **Florent de Corbier**

Audrey Rieunier-Peylhard

Professeure des écoles, **Cabannes**



« Je manifeste entre amis à Avignon, pas syndiquée mais gréviste depuis le début. Même si la paye s'en fait ressentir, tant pis mais je pense aussi à mes élèves, c'est ce qui me gêne plus que la perte de salaire. J'espère que c'est une étape décisive, si ça ne suffit pas on continuera. Je suis pour mettre tout à l'arrêt. » **F.C.**

Ugur Yagiz

Chargé d'approvisionnements, **Fos**



Coordinateur syndical central CFE-CGC à l'usine sidérurgique Ascometal, il reste « mitigé sur la reconductible. Cette réforme n'apporte pas d'amélioration. Si on n'est pas entendus et que le gouvernement reste campé sur ses positions, alors oui, il faudra durcir la mobilisation. La réforme doit être discutée avec la population, ils ne peuvent pas décider seuls. » **L.G.**

Patrice Delaporte

Technicien, base navale de **Toulon**



« Aujourd'hui, c'est un tournant, la suite peut être, je pense, décisive. J'espère que la mobilisation va faire bouger les choses et qu'on va finir par être entendus. Dans le cas contraire, il faut continuer à masser le plus grand nombre de personnes dans la rue et essayer de reconduire la grève, c'est en tout cas, je crois, actuellement en discussion chez nous, à l'Arsenal. » **Thierry Turpin**

Claudia Ferraz

Femme de ménage, **Marseille**



Syndiquée à la CNT, entourée de ses camarades et collègues, elle se projette : « On veut aller jusqu'au bout ! Ça ne fait que commencer. Mercredi, on espère la plus grande grève des femmes de l'histoire de France ! Pour la suite, on vise la grève reconductible et pas juste pour quelques jours. Avec les caisses de grèves de la CNT, on est prêtes à tenir plusieurs mois ! » **A.B.**

Jean-Christophe Nadal

Maçon d'égoûts, **Marseille**



Délégué syndical FO, il souhaite le retrait du projet de réforme. « 60 ans c'est déjà dur, 64 ans, ce n'est pas possible. J'ai toujours participé aux manifestations et je vais continuer. Pour se faire entendre, on va bloquer les tunnels cet après-midi [hier]. Demain on mènera des actions sous les péages. En tant que syndicalistes, c'est notre devoir d'impulser l'action. » **L.G.**

Salariés des quatre coins de la Provence

Michel

Professeur des écoles, **Barjols**



« Pour moi cette réforme, c'est un recul de civilisation ! Passer à 64 ans en particulier, c'est inconcevable ! À 58 ans, avec les collègues, on sent bien que c'est de plus en plus difficile, au niveau psychologique. Dans les écoles, la mobilisation est assez variable mais dans l'ensemble, l'Éducation nationale suit le mouvement. Aujourd'hui, le monde du travail il est là ! » I.D.

Loena

Atsem, **La Seyne-sur-Mer**



« Il faut continuer jusqu'au retrait de cette réforme. De toute façon, 64 ans ça ne va pas être possible, on a déjà du mal, faute de moyens suffisants, à exercer nos missions correctement. À 33 ans j'ai déjà des problèmes de dos, alors continuer presque 30 de plus... Si les transports, l'énergie... mettent la pression, ils vont finir par entendre le bas de la pyramide. » T.T.

Érika Moyse

Agent à Pôle emploi, **Arlès**



Militante FO, elle est « engagée contre cette réforme depuis le début, je l'étais avant le confinement et je le serai encore demain. J'ai fait toutes les journées de grève et je continuerai tant que le retrait de la réforme n'est pas acté. Il y a mes enfants qui arrivent derrière, je ne sais pas ce qu'on va leur laisser. Il faut se rappeler de mai 68. Et que c'est grâce à la grève qu'on a les congés payés ! » Alice Magar

Bénédicte Hébert

Salariée du bâtiment, **Marseille**



Militante CFDT, elle lance : « On poursuivra jusqu'au bout ! Même si l'usine continue de fonctionner et qu'il n'y a pas de grève à proprement parler. Les salariés se sentent concernés, mais on n'est pas là pour bloquer l'entreprise. Mais Saint-Gobain fait des résultats comme jamais, il y a un vrai décalage, et plus de salaires, ce serait aussi des cotisations en plus pour les retraites. » Yves Souben

Anne-Marie Vian

Gestionnaire de flux, **Monteux**



Militante CGT chez Ducros, elle « manifeste depuis le début. On est là pour faire reculer les idées régressives, on reconduit le mouvement demain, après-demain... Le rapport de force est le seul moyen pour obtenir satisfaction. Il faut être encore plus radical que ce que l'on fait et mettre la France en stand-by pour enfin faire réagir le gouvernement. » F.C.

Audrey Caillol

Agent à l'Udaf, **Aix-en-Provence**



« Je suis confrontée tous les jours à la misère humaine. La pénibilité de mon travail n'est pas prise en compte dans cette réforme. Rajoutez à ça le fait que je suis une femme... Pour les prochaines journées, j'attends de voir les déclarations de la CFDT d'un côté, du gouvernement de l'autre. Mais c'est plus que probable que je me remettrais en grève. » A.M.

Barbara Fiorini-Bekali

Psychologue scolaire, **Marseille**



Avec ses camarades de l'Unsa Santé et Sociaux, elle se prépare pour la suite de la mobilisation : « La grève reconductible, c'est la grande question ! Dans l'Éducation nationale, ça va être compliqué, parce qu'au-delà des enseignants, les autres personnels précaires ne sont pas toujours en mesure d'arrêter le travail. On doit aussi nous prendre en compte ! » A.B.

Camille

Aide-soignante, **Draguignan**



« C'est la 5 fois que je manifeste. Je prends sur mes jours de repos, sinon, ce n'est pas tenable. Je continuerai à me mobiliser. J'ai 58 ans et je suis déjà cassée. Je m'occupe des personnes âgées. Aide-soignante, c'est un métier très polyvalent. Nous portons des charges lourdes. Alors la retraite à 64 ans, c'est niet ! Beaucoup de mes collègues sont déjà foutues. » I.D.

Nadine Nazzi

Infirmière, **Toulon**



« Aujourd'hui c'est une énorme mobilisation qui donne envie à ceux qui sont dans le mouvement de continuer et aux autres d'y rentrer. Parce que tout le monde est bien conscient que la retraite à 64 ans ce n'est qu'un début, derrière il y a toute la Sécurité sociale qui est en jeu. À l'hôpital la colère est là. C'est la goutte qui fait déborder le vase. » T.T.

Séverine Lelong

Hôtesse de caisse, **Istres**



Députée CFDT chez Leclerc, elle se dit prête à continuer la mobilisation « jusqu'au retrait de la réforme. Je n'imagine même pas dans quel état je serai à 64 ans... Cela fait une vingtaine d'années que j'ai les mêmes gestes répétitifs et je le ressens. Aujourd'hui, malgré mon âge, 43 ans, je souffre déjà de sciatiques, de lombalgies et d'arthrose. » A.G.

Catherine Sanchez

Infirmière libérale, **Marseille**



Membre du collectif « Infirmières libérales en colère » créé en décembre, et qui rassemble aujourd'hui plus de 9 000 membres, elle l'affirme : « On reconduira la grève, sans problème, nous sommes de plus en plus mobilisées, et ce partout en France. On espère que la pénibilité physique et psychologique de notre métier finisse enfin par être reconnue. » A.G.

Anne-Marie Lesage

Secrétaire médicale, **Arlès**



« On est très mobilisé à l'hôpital mais on n'a pas une grosse force de frappe car énormément d'agents sont assignés et une seule personne par service peut se libérer lors des journées de manifestation. On continuera de s'engager en soutenant les secteurs clefs, comme les dockers ou la pétrochimie, avec les caisses de grève de la CGT. » A.M.

Les jeunes engagés dans un mouvement intergénérationnel

Avec une réforme qui les plonge dans l'angoisse face à leur avenir, la jeunesse continue de se mobiliser. La manifestation marseillaise, mardi, a donné lieu à une série d'interpellations.

Mégaphone à la main Lola, 16 ans, élève de seconde au lycée Saint-Charles à Marseille et membre du syndicat lycéen Fidl, harangue la foule. À Marseille, lycéens et étudiants sont réunis pour la première fois depuis le début des mobilisations dans un seul et unique cortège.

Si Lola crie si fort dans son mégaphone : « Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère », c'est pour rappeler que plus de la moitié des étudiants font la queue dans des banques alimentaires. « Des étudiants qui disent ne pas pouvoir se payer à manger, c'est inadmissible », explique Lola. Comment imaginer l'avenir dans ces conditions avec des parents qui partiraient à la retraite à 64 ans et des jeunes qui continueraient à galérer ?

Mardi matin, le point de départ du cortège jeunes avait été donné devant le lycée Thiers (1^{er}), où deux lycéens ont été interpellés par la police. Des jeunes y avaient installé un blocus qui a été dispersé dans le calme. Les deux interpellés auraient été vus en train de taguer les murs de l'établissement sous l'œil des caméras de sécurité.



De nombreux jeunes sont engagés depuis le début des mobilisations contre la réforme des retraites. PHOTO C.W.

Avant de descendre sur le Vieux-Port, les manifestants se sont réunis devant le commissariat de Noailles pour réclamer leur libération.

De quoi attiser leur rancœur, lorsque leur rassemblement prendra position sur le Vieux-Port, à côté du syndicat de police Alliance. « Les jeunes détestent la police », crient les manifestants dont certains sont cagoules. Ce qui donnera lieu à une échauffourée entre manifestants rapidement maîtrisée par la police. Des policiers ont été

blessés, trois d'entre eux auraient déposé plainte. Une seule personne a été interpellée à la suite de cet événement.

Des jeunes en garde à vue

Côté université, ce mardi matin, la fac Saint-Charles a été bloquée. Parmi les étudiants des écoles d'arts et d'architecture, de l'Unef, de la fédération inter-asso d'Aix-Marseille, Damien, vice-président étudiant et doctorant estime que cette mobilisation est un premier coup de boutoir pour une

puissante mobilisation dans la durée. « Ce qui se passe n'est pas très rassurant et se rejoint avec les autres luttes étudiantes », assure-t-il.

La réforme des retraites est intergénérationnelle, « elle concerne nos parents et nous plus tard », assure Manuel. Pour l'étudiant de 21 ans ce n'est pas parce que la retraite est « loin pour nous qu'il ne faut pas se battre. Si on ne le fait pas maintenant après ce sera compliqué ». Un mouvement historique, jamais vu de son point de vue. Et

Mobilisation le 9 mars

Au lendemain de la grève féministe et de l'importante mobilisation du 7 mars, les organisations de jeunesse appellent « la jeunesse à se mobiliser, à durcir le mouvement et à mettre à l'arrêt le pays le 9 mars pour faire comprendre au gouvernement que nous refusons son projet de réforme des retraites », ont indiqué dans un communiqué commun les syndicats étudiants Unef, Alternative et la Page, ou encore l'Union des étudiants communistes, les Jeunes Socialistes, Insoumis et Jeunes Écologistes. Une annonce qui pourrait trouver un certain écho dans les Bouches-du-Rhône.

« ce n'est pas fini », assure-t-il.

Plus tard dans l'après-midi, des jeunes se rendront à nouveau devant le commissariat de Noailles, où trois d'entre eux se trouvaient en garde à vue. Une nouvelle altercation aura lieu entre police et manifestants qui seront dispersés à coups de gaz lacrymogène. Hier soir, l'assemblée générale de l'éducation appelait à un rassemblement ce mercredi à 9h30 devant le commissariat Noailles, pour exiger leur libération.

Catherine Walgenwitz

Militants politiques et élus dans les cortèges

« On est là en soutien à l'intersyndicale qui fait un sans-faute mais aussi pour porter nos propositions : retraites à 60 ans et 37,5 annuités. Les richesses existent pour mettre en œuvre une réforme heureuse porteuse d'un nouvel élan de progrès social », indique Naïma Senanedj, membre du conseil national du PCF, aux côtés de nombreux militants et élus communistes : André Molino, Gérard Frau, Jean-Marc Coppola, Nathalie Tessier, Marie-Jo Cermolacce, Malik Mersali, Paul Sabatino, Pierre Spano... Un peu plus loin, Jean-Luc Mélenchon, le leader des insoumis entouré des députés Sébastien Delogu et Hendrik Davi a appelé à « une dissolution » de l'Assemblée nationale, « ou bien un référendum ». Les socialistes des Bouches-du-Rhône étaient représentés par leur secrétaire Yannick Ohanessian, le maire de Vitrolles Loïc Gachon ou encore l'ex-député Henri Jibrayel. L'élue EELV Alexandre Rupnik était également visible dans les cortèges. Benoît Payan, le maire DVG de Marseille a quant à lui salué chaleureusement les manifestants.

LM



Des militants politiques ont pris part à la manifestation ainsi que des élus comme André Molino, le maire communiste de Septèmes ou Benoît Payan, le maire DVG de Marseille, ou encore des responsables politiques à l'image du leader insoumis Jean-Luc Mélenchon.

PHOTO DR/M.E.H.



PHOTOS MEEI

Les cheminots rendent hommage au résistant Pierre Sémard

Avant de défiler pour les retraites, les cheminots de Vaucluse et des Bouches-du-Rhône ont rendu hommage à Pierre Sémard, fusillé par les nazis il y a 81 ans.

Le devoir de mémoire n'a jamais été autant en prise avec nos batailles revendicatives. Mardi matin, ils étaient nombreux parmi les cheminots à rendre hommage à Pierre Sémard, sur le parvis de la gare Saint-Charles, avant de défiler contre la réforme des retraites. Secrétaire général de la CGT des cheminots, dirigeant du PCF et résistant, il était fu-

sillé le 7 mars 1942 à la prison d'Evreux. Un homme « visionnaire », qui s'était notamment battu pour une nationalisation du rail et un statut social aujourd'hui mis à mal.

À Avignon, une cinquantaine de personnes se sont aussi rassemblées à l'entrée des « rotondes SNCF », de l'avenue Pierre-Sémard. La CGT cheminots de Vaucluse a aussi honoré à cette occasion les membres du groupe FTP des Rotondes, exécutés ou morts en déportation. Dans son discours, Jean-François Chamayou, secrétaire CGT des cheminots, a souligné que les propos de Sémard étaient toujours cruellement d'actualité. **FC. et Y.S.**



Aux Rotondes à Avignon (gauche) et à la gare Saint-Charles de Marseille (droite) les cheminots n'oublient pas leurs morts et les valeurs qu'ils défendaient. Dont les retraites. **PHOTOS DR**

L'ÉVÉNEMENT

Macron mis au pied du mur par les syndicats

L'intersyndicale a demandé mardi soir à être « reçue en urgence » par le chef de l'État « pour qu'il retire sa réforme ». Deux nouvelles journées sont prévues samedi et la semaine prochaine.

Le silence du président de la République constitue un grave problème démocratique », a dénoncé dans un communiqué l'intersyndicale qui appelle à la mobilisation le samedi 11 mars et le jour de la semaine prochaine où sénateurs et députés se réuniront pour trouver un accord sur la réforme des retraites, probablement autour du 15 mars.

À l'issue d'une journée de « mobilisation historique », les syndicats ont appelé le gouvernement à ne pas y « rester sourd ». Réunie mardi soir, l'intersyndicale a demandé officiellement à être « reçue en urgence » avec un objectif : exiger le retrait du recul de l'âge de départ à la retraite à 64 ans.

Selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, cette sixième journée a réuni 1,28 million et 3,5 millions selon le syndicat CGT, soit davantage que le record du 31 janvier. Au départ de la manifestation parisienne, le secrétaire général de la CFDT Laurent Berger a salué une « mobilisation historique au regard

des 40 ou 50 dernières années ».

En milieu d'après-midi, la CGT a chiffré à 700 000 le nombre de manifestants à Paris, soit davantage que lors des précédentes journées d'action.

Le gouvernement « ne peut pas rester sourd » à cette mobilisation contre le report de l'âge légal de départ de 62 à 64 ans, a insisté le leader de la CFDT, tandis que le leader de la CGT, Philippe Martinez, mettait en garde l'exécutif contre « un passage en force [qui] ne ferait que mettre le feu aux poudres ».

Partout en France, les cortèges étaient très fournis mardi, à un niveau comparable à la mobilisation record du 31 janvier. Ils étaient notamment entre 6 000 (préfecture) et 30 000 (CGT) à Nice, entre 13 000 et 23 000 à Bayonne, entre 20 500 et 55 000 à Grenoble. À Foix (9 000 habitants), la police a compté 5 100 personnes, contre 16 000 pour les organisateurs.

De nombreux barrages routiers ont été mis en place dans la matinée, de Perpignan à Miramas (Bouches-du-Rhône) en passant par Poitiers ou Rennes, où des manifestants ont bloqué un important axe routier provoquant de « nombreuses dégradations » selon la préfecture. Sondage après sondage, les Français restent très majoritairement opposés à la mesure emblématique de la réforme, le report de l'âge légal de départ.

Cette sixième journée depuis



L'intersyndicale se décline dans tous les départements comme dans l'Hérault, à Montpellier. PHOTO AFP

le début du mouvement de contestation marque le lancement ou la poursuite de grèves reconductibles dans plusieurs secteurs, des transports aux raffineries en passant par l'énergie, le commerce ou les déchets. Dans l'éducation, des blocages ont eu lieu dans des universités et lycées, et le ministère a fait état de 32,71 % d'enseignants grévistes. Le Snuipp-FSU, premier syndicat du primaire, a recensé 60 % des enseignants de collèges et lycées grévistes.

Le secrétaire général de la CGT Énergie, Sébastien Ménesplier, a prévu une « semaine noire » dans le secteur, avec des baisses de production principalement dans le nucléaire. Des coupures d'électricité ont touché jusqu'à 4 000 habitants ont eu lieu dans la matinée à

Boulogne-sur-Mer et ses environs, selon Enedis. Plus de 2 000 foyers ont également été privés d'électricité à Annonay (Ardèche), le fief du ministre du Travail Olivier Dussopt, selon la même source.

Trois des quatre terminaux méthaniens à l'arrêt

Les expéditions de carburants étaient bloquées mardi matin à la sortie de « toutes les raffineries » de France (TotalEnergies, Esso-ExxonMobil et Petrobrás), selon le syndicat CGT-Chimie.

Et dans le gaz, trois des quatre terminaux méthaniens que compte la France ont été mis à l'arrêt pour « sept jours » lundi par les syndicats. Les éboueurs étaient également appelés à la grève reconductible par la CGT. Et trois usines d'incinération à proximité

de la capitale (Ivry, Saint-Ouen et Issy) étaient bloquées. Fait peu courant, la circulation fluviale sur le Rhin était à l'arrêt en raison des blocages de plusieurs écluses.

Alors que le texte du gouvernement est examiné au Sénat jusqu'au 12 mars, l'intersyndicale met en relief la démocratie. « La loi est extrêmement importante, mais la démocratie réelle aussi », a prévenu Laurent Berger, mettant en garde contre un passage en force à coup de 49,3 qui serait « une forme de blocage inacceptable ». Et pour Philippe Martinez, un texte « qui est voté par des parlementaires mais qui a une telle désapprobation dans l'opinion publique » n'est pas « valable ».

F.V. avec AFP

ET AUSSI

La FNME CGT

Les salariés de la FNME CGT Paca-Corse ont mené mardi plusieurs actions. « Dans tous nos départements des records historiques de salariés battant le pavé sont constatés et les électriciens et gaziers agissent, reprennent en main leur outil de travail, c'est ainsi que, les salariés grévistes ont agis », souligne le syndicat dans un communiqué qui fait la liste des actions de la FNME : La centrale de Gardanne à l'arrêt. Deux tranches de la centrale de Martigues à l'arrêt. La mise à l'arrêt des centrales hydroélectrique sur la Durance et dans les Alpes Maritimes. Le blocage des approvisionnements gaz par la fermeture des terminaux gaziers. Le blocage des stocks gaz. La déconnexion de dizaines de fermes photovoltaïques en Paca et en Corse. Le blocage de stockage pétrolier en Corse. La déconnexion de plus de 30 radars dans la période. La mise hors tension de gares, de mairies, de services techniques communaux et départementaux. La mise hors tension de bases militaires. Dans le même temps, des opérations « Robin des bois » visent à rétablir l'énergie pour les plus précaires et

organiser une gratuité du gaz, voir une facture diminuée de moitié pour des milliers d'utilisateurs, ont été et sont réalisées... « Comme la majorité écrasante de Français qui refusent cette réforme, les salariés de la FNME CGT Paca-Corse mettront tout en œuvre pour gagner le retrait de cette réforme injuste et injustifiée. »

Fabien Roussel

Le secrétaire national du PCF qui manifestait depuis Besançon, a observé : « La France entre dans une période sociale éruptive, comme elle en a rarement connu sous la V^e République. » Il a appelé le gouvernement à retirer la réforme ou à la soumettre à un référendum, car « on ne peut gouverner contre le peuple aussi massivement rassemblé ».

Jean-Luc Mélenchon

Le leader de la France insoumise a estimé de Marseille où il a participé à la manifestation que face « à la situation de blocage », Emmanuel Macron doit « trouver une sortie par le haut », « ou

bien une dissolution » de l'Assemblée nationale, « ou bien un référendum »

Olivier Faure et Marine Tondelier

Au départ de la manifestation parisienne, les dirigeants de la coalition de gauche Nupes se sont, comme lors des mobilisations précédentes, affichés ensemble. « La gauche est unie pour faire plier le gouvernement », s'est réjoui Olivier Faure, le premier secrétaire du PS. La secrétaire nationale d'EELV Marine Tondelier a pour sa part fustigé la « lâcheté » d'Emmanuel Macron, dont la parole est rare sur les retraites depuis le début du mouvement social : « Il a envoyé ses ministres au front et il a disparu ».

Tribune de Boris Vallaud

Dans une tribune publiée dans *Libération*, le patron des députés socialistes, Boris Vallaud, dénonce une réforme qui « pervertit la démocratie ». Elle relève d'un « coup de force politique » et « symbolise comme jamais (la) pratique solitaire du pouvoir » d'Emmanuel Macron.